MAISON BEAULIEU · AB ÉDITIONS

Les Archives Secrètes de la Police · Tome XI : Les Démons de l'Empire



La Conspiration de Malet

PREMIER CHAPITRE INTÉGRAL OFFERT

ADRIEN L. BEAULIEU

adrienbeaulieu.com · Ex-libris d'extrait gratuit

EXTRAIT DE LECTURE · DE L’ARCHIVE AU FEUILLETON

1. Le vide

J’ai gardé ce dossier pour la fin de ce tome, et je dois dire pourquoi avant d’en tirer la première pièce.

Ce n’est pas qu’il soit le plus terrible de tous ceux que j’ai maniés en quarante ans de ce métier ; j’en ai ouvert de plus sanglants, et le lecteur qui m’a suivi depuis le règne de Louis XIV sait que je ne recule pas devant les affaires noires. Ce n’est pas non plus qu’il soit le plus obscur : les faits en sont connus, ils ont rempli les gazettes de leur temps, et il n’est pas un homme de ma génération qui ne puisse en réciter la trame. Non. Je l’ai gardé pour la fin parce qu’il me concerne d’une manière que les autres ne font pas, et qu’il faut, pour le raconter, que je consente à écrire une phrase qu’un archiviste n’aime pas écrire : la maison que j’ai servie, celle dont j’ai fait l’histoire toute ma vie, fut prise, une nuit d’octobre, par un homme seul, armé de rien que de papier — et elle ne l’avait pas vue venir.

Je dois d’ailleurs prévenir le lecteur d’une singularité de ce dernier volume, et j’aime mieux le faire tout de suite que de le laisser s’en apercevoir au moment où cela le gênerait.

Ce que je vais raconter de la nuit du 22 au 23 octobre, je le raconterai en détail : l’ordre des faits est établi, recoupé, certain dans ses grandes lignes, et je puis suivre cet homme d’heure en heure, d’une porte à l’autre, avec une précision dont je n’ai pas souvent disposé dans ces archives. Mais ce qui suivit cette nuit — le procès, la sentence, l’exécution —, je n’en dirai presque rien. Le lecteur trouvera,

au chapitre qui doit les contenir, une brièveté qui le surprendra peut-être après tant de pages minutieuses.

Ce n'est pas une négligence, et ce n'est pas non plus, comme on pourrait le croire, une lacune de mes sources. C'est un choix, et je m'expliquerai sur ce choix quand il sera temps — vers la fin, à l'endroit exact où je vais me taire. Qu'il suffise, pour l'instant, que le lecteur sache qu'il y a dans ce volume un silence prémédité, que je l'ai voulu, et qu'il en fait partie autant que le reste.

On dira que le hasard seul en fut cause. C'est ce que dirent les contemporains ; c'est même, je le note pour l'honnêteté, ce que j'ai écrit moi-même ailleurs, dans une page que le lecteur retrouvera peut-être, où je m'indignais qu'un seul homme détenu eût pu conspirer, ouvrir les prisons, entraîner les soldats, emprisonner les fonctionnaires les plus éminents, et où je demandais : qui l'avait prévenu ? personne. Cela est vrai. Mais à mesure que j'ai vieilli sur ces cartons, j'ai cessé de me contenter du hasard, qui est le nom qu'on donne aux causes qu'on n'a pas cherchées. Le hasard n'explique pas qu'une administration comptant plusieurs centaines d'employés, des correspondants dans toutes les classes de la société, et le pouvoir d'ouvrir chaque jour des milliers de lettres, n'ait rien su d'un complot qui se préparait à deux lieues de ses bureaux. Il faut autre chose. Ce volume est la recherche de cette autre chose.

Et je préviens le lecteur : elle ne se trouve pas dans la nuit du 22 au 23 octobre. Elle se trouve avant. Elle se trouve dans les deux mois qui la précèdent, et c'est par là qu'il faut commencer — non par l'homme, non par les faux, non par la caserne : par le silence dans lequel tout cela devint possible.

Voici ce silence, mesuré aussi exactement que je puis le faire.

Le 14 septembre 1812, l'armée française entrait dans Moscou. La nouvelle atteignit Paris à la fin du mois, et fut reçue comme la conclusion victorieuse d'une campagne : on avait pris la capitale, l'ennemi s'était retiré, il ne restait qu'à traiter. C'est la dernière nouvelle certaine, complète et officielle que Paris reçut de la Grande Armée pendant deux mois et demi.

Deux mois et demi. Je répète le chiffre parce qu'il est le personnage principal de ce chapitre. De la fin de septembre au 17 décembre — date à laquelle le vingt-neuvième bulletin, dicté quinze jours plus tôt dans un village de Lituanie, parut enfin au Moniteur et dit à la France, en une page, ce qu'elle n'avait pas su en dix semaines —, il n'arriva rien. Non pas de mauvaises nouvelles : rien. Les bulletins de la Grande Armée, ces pièces que la France entière lisait depuis dix ans comme un almanach de la gloire, s'espacèrent puis cessèrent ; les lettres particulières des officiers à leurs familles se firent rares, puis introuvables ; et il s'établit, entre Paris et l'est de l'Europe, une distance qui n'était plus de lieues mais de nature.

J'ai employé, dans un autre de mes livres, une formule pour dire cette distance, et je la reprends ici parce qu'elle est exacte : l'Empereur était alors à combattre les Russes, les éléments et la famine, à quatre cents lieues de Paris. Quatre cents lieues. À l'allure des courriers de ce temps-là — et je parle des meilleurs, ceux des estafettes de cabinet, non des lettres de soldats qui mettaient six semaines quand elles arrivaient —, cela faisait, dans les conditions ordinaires, une quinzaine de jours d'aller. Dans les conditions de cet automne-là, cela ne faisait plus rien du tout : la chaîne était rompue quelque part entre le Niémen et la Vistule, et personne à Paris ne savait où.

Voilà la situation, le 22 octobre 1812, dans la ville la mieux surveillée d'Europe : deux millions et demi de Français dans un rayon de vingt lieues, une police à son apogée, un ministre exact, des bureaux qui ne perdaient pas une pièce — et, au centre de tout cela, un trou de deux mois où il n'y avait aucune information sur le sort de l'armée, de l'Empereur, et par conséquent du régime lui-même.

Il faut, pour mesurer ce que ce trou avait d'anormal, se rappeler ce qu'étaient les dix années qui précédaient. Depuis Marengo, la France avait pris l'habitude de savoir. Elle savait mal, elle savait tard, elle savait ce qu'on voulait bien lui dire — mais elle savait, et à date fixe. Les bulletins arrivaient ; on les affichait ; on les lisait au café, à la caserne, à la mairie du village. Une victoire faisait tirer le canon ; un armistice remplissait les journaux ; même les revers, quand il y en avait, finissaient par prendre la forme d'une phrase officielle qu'on pouvait répéter. Ce régime avait fait de l'information publique un service comme un autre, régulier comme la poste — et les Français, sans y penser, avaient perdu l'habitude, vieille comme les royaumes, de vivre des mois entiers sans nouvelles de leurs armées.

C'est cette habitude perdue qui rend l'automne de 1812 si singulier. Un homme du siècle précédent n'aurait pas été surpris de ne rien savoir : de son temps, on n'apprenait la bataille qu'à la charrette des blessés. Un homme de 1812 l'était profondément, parce qu'il attendait un bulletin qui ne venait pas. Le silence, dans une administration qui parle, ne s'entend pas comme dans une administration qui se tait : il crie.

Il criait donc, tout cet automne, et personne, dans la maison, n'était payé pour l'entendre.

Le lecteur me permettra une comparaison qui me vient de mes cartons et non de mon imagination. J'ai retrouvé, dans les archives d'un temps bien antérieur à celui-ci, les registres d'une lieutenance de police qui, faute de courriers réguliers, vivait des semaines sans nouvelles de la cour ; et j'y ai vu ce que faisait alors un homme dont c'était le métier de savoir. Il écrivait. Il envoyait quelqu'un. Il faisait interroger les rouliers, les bateliers, les colporteurs, tous ceux qui avaient parcouru la route dont on n'avait plus de nouvelles. Il ne comblait pas le vide — il n'en avait pas le moyen — mais il le traitait comme une question, et il en tirait, à force, des lambeaux de réponses.

En 1812, cette démarche-là n'aurait coûté ni beaucoup d'argent ni beaucoup d'hommes. Il passait chaque semaine, à Paris, des voituriers venus d'Allemagne, des négociants revenus de Dantzig, des courriers de maisons de commerce qui avaient des correspondants jusqu'à Varsovie. Le bureau du décachetage lisait d'ailleurs leurs lettres. Il ne vint à personne l'idée d'aller leur parler.

C'est qu'entre-temps la police avait cessé d'être un homme qui cherche pour devenir un service qui reçoit. Elle avait gagné cent fois en étendue et perdu, sans que personne s'en avisât, la faculté élémentaire d'aller voir. Un service reçoit ce qu'on lui adresse ; il ne va pas au-devant de ce que personne ne lui adresse. Et il ne se trouve jamais, dans un état de rendement, de colonne pour ce qu'on n'a pas pensé à demander.

Ce trou-là n'était l'affaire de personne. C'est ce que je dois maintenant établir, car tout le reste en découle.

Aux Halles, ce même automne, une femme tenait un cahier, et je commence par elle plutôt que par les bureaux, pour une raison que le

lecteur des volumes précédents devinera : c'est la seule écriture de tout Paris où le silence de l'armée soit noté comme un fait, à sa date, dans la colonne des choses qui manquent.

Rosalie avait alors trente-huit ans. Elle tenait le banc de sa tante depuis huit ans, la travée l'appelait par son prénom, et elle avait, depuis trois ans, cette habitude que j'ai racontée en son temps : porter à son cahier, à côté des comptes ordinaires, ce qui aurait dû venir et qui n'était pas venu. Un roulier qui manque, une caisse évanouie sur une route, un client du samedi qui ne reparaît plus. Cela n'avait jamais servi à rien, et c'est précisément pourquoi cela pouvait tout contenir.

À la fin d'octobre, sa colonne portait quatre noms de femmes qui ne recevaient plus de lettres.

Le compte s'était fait sans qu'elle le cherchât, par la seule pente de son habitude. La Michaud était venue la première, à la fin de septembre, demander si l'on avait des nouvelles au carreau — les femmes des Halles savent souvent avant les mairies, c'est une chose reconnue. Rosalie avait demandé depuis quand elle n'avait rien ; la Michaud avait compté sur ses doigts, ce qui prit un moment ; on était arrivé à cinq semaines. Puis la femme du fort, dont le neveu servait aux équipages ; puis la petite du coin des herbes, dont le promis écrivait tous les mois et n'écrivait plus ; puis la femme du tonnelier, quatre travées plus bas. Chacune était venue pour autre chose — acheter, causer, se plaindre du prix — et chacune était repartie sans savoir qu'elle venait de compléter une ligne.

Le soir de la quatrième, Rosalie porta l'entrée à sa colonne, et sa voisine de travée, qui rangeait ses paniers, lui demanda ce qu'elle notait de si important.

— Ce qui ne vient plus, dit Rosalie.

— Et qu'est-ce qui ne vient plus, cette fois ?

— Les lettres de l'armée. Quatre maisons de la travée qui en recevaient au printemps. Plus une seule depuis la Saint-Michel.

La voisine haussa les épaules.

— À la guerre, les lettres se perdent. Ça ne veut rien dire.

— Peut-être bien, dit Rosalie. Je ne dis pas que ça veut dire quelque chose. Je dis qu'il y en avait, et qu'il n'y en a plus.

— Tu écris ça pour qui, à la fin ?

— Pour personne, dit Rosalie en refermant le cahier. C'est bien pour ça que je peux l'écrire.

Elle ne savait rien de la Russie. Elle savait qu'au printemps, quatre femmes de sa travée recevaient des nouvelles de leurs hommes, et qu'à l'automne, aucune n'en recevait plus. Le lecteur me pardonnera de m'arrêter une dernière fois sur ce cahier de marchande, mais je tiens à ce qu'il ait cette image en tête avant d'entrer dans la nuit que je vais raconter : pendant que les bureaux de l'Empire comptaient les lettres qui arrivaient, une femme des Halles comptait celles qui n'arrivaient plus, et de ces deux comptes, un seul disait la vérité de l'automne 1812.

Le carreau, en cet automne, était un lieu où l'on parlait beaucoup et où l'on savait peu — c'est-à-dire un lieu comme les autres, à ceci près

que tout Paris y passait. Les femmes des faubourgs y venaient au petit jour ; les cuisinières des maisons riches y venaient à huit heures ; les gens des Postes, des messageries, du roulage, y avaient leurs habitudes, parce qu'on mange près d'où l'on travaille. On y entendait donc tout, à condition d'écouter — et Rosalie, qui n'avait jamais su compter en silence comme sa tante, écoutait en posant des questions.

Un matin de la mi-octobre, une pratique lui demanda, en payant, si elle avait des nouvelles.

— De quoi ?

— De là-bas. On dit des choses.

— On dit quoi ?

— On dit qu'ils reviennent. On dit aussi qu'ils ne reviennent pas. Mon beau-frère tient de quelqu'un des Postes qu'il n'arrive plus rien depuis six semaines.

— Six semaines, dit Rosalie. C'est ce que je compte aussi.

— Vous comptez ça, vous ?

— Je compte tout ce qui devait venir et qui n'est pas venu, dit Rosalie. C'est une habitude de famille. Les lettres, c'est comme les paniers : ça part de quelque part, ça doit arriver quelque part, et quand ça n'arrive pas, il y a une raison. La raison, ce n'est pas mon affaire. Le compte, oui.

— Et vous en êtes à combien ?

— Quatre maisons de la travée qui recevaient au printemps. Zéro depuis la Saint-Michel.

La pratique resta un instant, la monnaie dans la main, comme si elle attendait qu'on ajoutât quelque chose.

— Vous ne dites rien de plus ?

— Qu'est-ce que vous voulez que je dise ? Je vends des légumes. Je ne sais pas ce qu'il y a au bout des routes.

— C'est que, présenté comme ça… quatre maisons…

— Présenté comme ça, oui, dit Rosalie. Mais je ne présente rien du tout. Je note.

La pratique s'en fut, et l'on ne peut pas dire qu'elle fût plus avancée ; elle emportait pourtant, sans le savoir, le seul renseignement solide qui circulât dans Paris cet automne-là, et qui tenait en trois mots : il n'arrive rien.

Je note en passant, pour ceux qui aiment les ironies de l'histoire, qu'il existait dans cette même ville une administration dont c'était précisément le métier de présenter les choses « comme ça » : de rassembler quatre observations éparses, de les mettre en regard, et de dire à un ministre ce que leur somme signifiait. Elle s'appelait le bureau secret de la police générale. Elle occupait ce mois-là, à raison de rapports quotidiens, plusieurs dizaines d'employés dont aucun, à ma connaissance, ne fit ce que fit une marchande des Halles entre deux pesées.

Dans les bureaux, ce même renseignement existait aussi — sous une forme si exacte, si bien tenue, si parfaitement inutile qu'elle mérite d'être décrite.

Le bureau du décachetage relevait chaque semaine le nombre de pièces traitées par origine. C'était un état de rendement, destiné à

mesurer le travail du bureau ; il servait à savoir si l'on avait assez de commis, non à savoir ce qui se passait dans le monde. Sur cet état, la ligne « armée » descendit régulièrement à partir de la fin septembre. Je l'ai vue de mes yeux, dans les cartons : quarante-deux une semaine, trente et un la suivante, dix-neuf la troisième. La courbe est nette. Elle est juste. Elle fut portée, à sa place, dans le récapitulatif de quinzaine, puis dans le tableau mensuel qu'on montait au cabinet du ministre avec les autres tableaux mensuels ; et il n'existe, dans aucune pièce qui suit, la moindre trace qu'elle ait retenu l'attention de qui que ce fût plus d'un instant.

Le bureau du décachetage, cependant, ne chômait pas — et c'est un point qu'il faut établir avec soin, car on se figure volontiers que ces mois d'attente furent des mois de désœuvrement. Ils furent au contraire des mois de plein travail. Il n'arrivait plus de lettres de l'armée, mais il en arrivait d'ailleurs, et davantage : la province écrivait à Paris pour demander ce que Paris ne savait pas ; les familles s'écrivaient entre elles pour se transmettre des bruits ; les maisons de commerce s'inquiétaient de leurs créances en Pologne et en Allemagne. Le vide de l'est avait produit, dans tout le reste de l'Empire, un redoublement de correspondance — et le bureau, qui mesurait son travail au nombre de pièces traitées, n'avait jamais eu de si beaux états.

Isidore Ancel, entré au décachetage depuis quelques mois, copiait cet automne-là plus de lettres qu'il n'en avait jamais copié. Le lecteur du volume précédent connaît son écriture et le peu qu'il en faut dire : elle ne trahissait rien. Elle continua de ne rien trahir. Sur les pièces qui passèrent sous sa plume en octobre, il y avait des inquiétudes de

mères, des questions de négociants, des rumeurs recopiées de troisième main ; il les rendit toutes dans les délais, sans une rature.

Un jour de la mi-octobre, un collègue de sa table, en pliant les feuilles du soir, hasarda ce que tout le monde pensait :

— Elles se ressemblent toutes, en ce moment.

— Oui, dit Ancel.

— Elles demandent toutes la même chose.

— Oui.

— Et personne n'a la réponse.

Ancel reprit la feuille suivante, la mit d'aplomb, trempa sa plume.

— Ce n'est pas ce qu'on nous demande, dit-il.

Le collègue en convint, et l'on ne reparla plus. Je rapporte l'échange parce qu'il m'a été rapporté, et parce qu'il est, à ma connaissance, le seul moment de tout cet automne où deux employés de cette maison ont formulé à voix haute, l'un devant l'autre, que des milliers de Français posaient la même question et qu'aucun d'eux n'avait de réponse. Cela dura le temps de trois répliques. Puis chacun reprit sa feuille, parce que les feuilles, elles, ne pouvaient pas attendre.

Ce n'est pas de la négligence. C'est pire, et je veux qu'on m'entende bien. Un état de rendement qui montre une diminution de travail ne dit pas, à l'homme qui le lit : le monde a changé. Il dit : ce bureau a moins produit. La question qui aurait pu sauver un empire — pourquoi les lettres de l'armée n'arrivent-elles plus ? — n'appartenait, ce mois-là, à personne. Elle n'était le service d'aucun bureau, la charge d'aucun chef, l'objet d'aucune colonne. On avait supprimé, l'année

précédente, faute qu'elle figurât sur un état, la seule fonction de la maison qui eût consisté à s'occuper de ce qui n'arrive pas. Il ne restait que des hommes chargés de traiter ce qui arrivait, et ils le traitaient admirablement.

J'ai fait relever, pour ce volume, toutes les mentions du courrier militaire dans les états du bureau du décachetage pour septembre, octobre et novembre 1812 : il y en a onze, toutes de quantité, aucune d'interprétation. J'ai fait la même opération sur les rapports de quinzaine du bureau secret : l'inquiétude des familles y est traitée comme un fait d'opinion, c'est-à-dire comme une chose à surveiller chez ceux qui l'éprouvent — non comme un indice sur ce qui la cause. La différence paraît mince ; elle est tout.

J'ai voulu, sur ce point, entendre autre chose que des cartons, et j'ai interrogé, il y a quelques années, un homme qui avait servi dans ces bureaux à cette date et qui vivait encore, retiré, du côté de Vaugirard. Je lui ai posé la question tout net : comment se fait-il que personne, chez vous, n'ait tiré la conclusion ? Il m'a regardé avec une patience de vieil employé devant un profane.

— Tiré quelle conclusion ?

— Qu'il n'arrivait plus rien de l'armée, et que cela voulait dire quelque chose.

— Nous le savions parfaitement, dit-il. C'était sur nos états. Il n'arrivait plus rien : nous l'avions écrit.

— Et ensuite ?

— Ensuite quoi ? Nous l'avions écrit ; c'était fait. Vous croyez qu'un bureau conclut ? Un bureau constate, monsieur. Il constate et il transmet. Conclure, c'est le travail d'en haut.

— Et en haut ?

— Fin des premières pages offertes (Chapitre I complet à retrouver dans l'édition intégrale) —

MAISON BEAULIEU · AB ÉDITIONS

Poursuivre l’enquête avec Adrien L. Beaulieu

Retrouvez la fiche complète de « La Conspiration de Malet » pour réserver l’édition complète dès son ouverture, ou plongez dès ce soir dans notre trilogie historique disponible immédiatement.

Ouvrir la fiche officielle de « La Conspiration de Malet » →

Lire dès ce soir : Trilogie Treize à Table Tomes I–III (24,90 €) →

https://adrienbeaulieu.com/books/archives-secretes-vol33